

Vincent Pluchet

BREXIT XXL

roman



Vincent Pluchet

Brexit XXL

© Vincent Pluchet, 2018

ISBN numérique : 979-10-262-1986-6



Courriel : contact@librinova.com

Internet : www.librinova.com

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Un pudding au goût amer

Philip Denniel, gouverneur de la Banque d'Angleterre, invité à la table de sa belle-mère en cette veille de Noël 2021, mastiquait avec application le dessert de tradition.

— Ce pudding n'a pas le goût habituel, finit-il par commenter.

— C'est en raison du brandy, répondit sa belle-mère. Le brandy français, que j'employais depuis toujours, est devenu trop cher. J'utilise maintenant un alcool anglais à base de pommes.

Denniel regarda sa belle-mère sans mot dire. Si même le *Christmas pudding* était affecté par le Brexit, où allait le pays ?

Jane Farrow vivait pourtant dans une maison confortable d'un quartier cossu de Londres. Cette dame âgée de soixante-seize ans, très chic, avait certes toujours été économe, surtout depuis le décès de son mari. Mais une telle austérité était chez elle sans précédent.

La vieille dame s'excusa pour descendre quelques instants au rez-de-chaussée. Denniel termina, sans enthousiasme, son gâteau, seul dans la grande salle à manger au papier peint fleuri. Son épouse et ses deux filles, pressées de finir quelques ultimes emplettes, s'étaient sauvées avant le dessert. Big Ben, ou plutôt sa réplique en miniature sur la cheminée, sonna deux heures de l'après-midi. Le gouverneur, plongé dans ses pensées, l'entendit à peine. Ainsi, on en était là... Les belles-mères de gouverneur de la Banque d'Angleterre, et probablement toutes les belles-mères, faute de moyens, n'achetaient plus d'ingrédients étrangers pour leur pudding...

— Reprendrez-vous du dessert ?

Denniel sortit de sa courte rêverie. Il remercia son hôtesse qui était revenue, se leva de table, et passa au salon du premier étage, contigu à la salle à manger. Il aimait réfléchir dans cette pièce aux belles boiseries et aux rideaux de velours rouge, éclairée par de nombreuses baies vitrées à l'anglaise, admirablement décorée par une collection de céramiques

chinoises et d'objets en argent. Plusieurs reproductions de Reynolds, Gainsborough et Turner ornaient les murs. Le gouverneur avait un lieu préféré, un fauteuil en cuir, près de la cheminée, où il passait de longues heures à fumer la pipe. Mais il était aujourd'hui trop préoccupé pour s'asseoir tranquillement. Voulant profiter du soleil qui venait d'apparaître, il se dirigea vers la fenêtre principale, l'ouvrit, immédiatement enveloppé par l'air de cette rue tranquille de Londres, un air de décembre, frais, vivifiant, purifié par les averses tombées dans la matinée. Que faire pour sortir son pays du marasme ? Denniel se posait la même question depuis deux ans, sans trouver de solution. Chômage, faillites d'entreprises, dévaluation, inflation... Le pays était en récession depuis 2019. Les difficultés s'accumulaient. Le gouverneur redoutait maintenant un scénario noir, une plongée dans une crise plus profonde encore, qui secouerait les fondements mêmes du pays.

Regardant la rue en contrebas, il vit un taxi passer trop vite, éblouissant un passant. Le chauffeur s'arrêta immédiatement, descendit, et on l'entendit présenter ses excuses, proposant d'emmener le passant gratuitement à sa destination. Ce dernier se montra courtois et accepta. « Tout n'est pas perdu, pensa Denniel, il nous reste un peuple à l'éducation admirable, capable d'endurer les difficultés avec flegme et résistance. » Il décida de sortir marcher, l'annonça à sa belle-mère en passant par la cuisine et descendit au rez-de-chaussée. Ayant mis son manteau et une casquette, il ouvrit la porte donnant sur la rue. C'est alors qu'il fut heurté au visage par quelque chose de compact et collant. Un *Christmas pudding*.

— Mange donc de ce pudding ! Vous êtes tous responsables de cette situation désastreuse ! lui cria l'homme qui l'avait jeté.

Denniel voulut répondre, mais vit que l'auteur du projectile avait déjà disparu. Rentrant dans la maison pour se débarbouiller, il songea que le pays, finalement, ne gardait peut-être pas tout son flegme...

L'incident ne l'empêcha pas de faire ensuite une promenade tranquille. À son retour, une heure plus tard, il constata que ses filles et son épouse n'étaient pas rentrées, et ne vit pas sa belle-mère non plus, probablement

sortie également. Il revint au salon, remit une bûche dans la cheminée, alluma une pipe, s'installa dans le fauteuil de cuir et alluma la télévision. Il choisit de revoir le dernier débat parlementaire de l'année, qui s'était déroulé deux jours plus tôt, qu'il n'avait pas pu alors regarder et qui avait été depuis longuement commenté dans la presse.

Discours au Parlement britannique

— La parole est au leader de l’opposition, Jeremy Jones.

Le chef du Parti travailliste se leva, s’adressant à la présidente de la Chambre puis aux parlementaires.

« Merci, madame la Présidente.

Mes honorables collègues au Parlement savent que le pays est aujourd’hui dans l’une des situations les pires qu’il ait connues par la faute des décisions prises par le gouvernement depuis cinq ans. La Première ministre prétend avoir appliqué la volonté du peuple. Elle a en réalité engagé le royaume dans une voie sans issue. Au lieu de négocier des conditions de sortie honorables avec nos partenaires, au lendemain du référendum de 2016, elle a, par son intransigeance, provoqué un départ unilatéral de l’Union européenne sans aucune condition favorable à notre nation. Le résultat, connu de tous, a été désastreux. Nos entreprises et nos institutions financières ont perdu l’accès direct à l’immense marché européen. Aucun accord commercial d’envergure n’est venu compenser cette perte, malgré les promesses répétées du gouvernement. Nous avons assisté à une forte perte de pouvoir d’achat et à la délocalisation de dizaines de milliers d’emplois. Notre taux de chômage est élevé. Notre peuple souffre. Le gouvernement aurait dû négocier à tout le moins un accord sur le modèle norvégien, qui aurait à la fois respecté notre autonomie et préservé notre économie, en laissant le pays au sein de l’Espace économique européen. Cependant, aveuglée par son idéologie du “tout britannique”, la Première ministre a refusé la voie de la raison, et persiste depuis lors dans une politique isolationniste suicidaire. »

Jeremy Jones prononçait son discours avec force. Les membres de son parti, derrière lui, montraient une satisfaction visible. Tous avaient en mémoire la décision que la Première ministre en poste depuis juillet 2016, Tracy Meller, avait prise en 2018 d’interrompre les négociations qu’elle menait depuis plus d’un an avec Bruxelles pour définir les conditions dans lesquelles la Grande-Bretagne quitterait l’Union européenne à la suite du

référendum sur le Brexit. Meller avait considéré que ces négociations, qui se déroulaient dans de grandes difficultés et avaient été bloquées plusieurs fois, l'entraînaient vers un accord inacceptable. Soutenue par l'opinion publique britannique, qui était très énervée par ce que les journaux appelaient « l'arrogance européenne dans les négociations », elle avait provoqué des élections générales en mai 2018, sur le thème d'un Brexit unilatéral, donnant au Parti conservateur l'une de ses plus belles victoires. Le Parlement élu avait confirmé la décision et le Royaume-Uni avait quitté l'Union européenne en mars 2019 sans aucun accord commercial avec les pays du continent. Le choc économique qui avait suivi avait été violent, déclenchant une récession.

Jones poursuivait son discours. En face de lui, Tracy Meller rongait son frein, entourée de ses ministres et des parlementaires conservateurs.

« Dans la situation présente, il y a quatre résolutions majeures que tout gouvernement responsable devrait prendre en urgence. La première est de revenir au sein de l'Espace économique européen sans conditions préalables d'aucune sorte, seule façon de redonner un marché à nos entreprises. La deuxième est de s'occuper de l'état du pays ! Il est urgent de développer les programmes sociaux et de lancer une politique de grands travaux pour encourager la consommation des ménages et relancer notre machine économique. Au lieu de cela, le gouvernement asphyxie notre économie en ajoutant à notre situation une politique de l'offre totalement inadaptée. Notre pays ne manque pas de production, il manque de consommateurs, parce que les gens n'ont plus les moyens d'acheter. La troisième mesure impérative est d'engager de vraies discussions avec les régions, Écosse, Pays de Galles et Irlande du Nord. Si l'intégrité du royaume a été préservée jusqu'à présent, par la modération et la prudence des élites locales, nous savons que ce n'est plus durable et que le risque d'éclatement est réel si le royaume ne change pas de cap. Enfin la quatrième mesure, que j'adresse tout particulièrement à la Première ministre, est d'arrêter de rêver et de mentir aux électeurs. Faire croire au pays qu'il peut retrouver sa grandeur passée en étant seul, en maximisant les avantages compétitifs britanniques, est une illusion. Nous ne sommes plus dans l'Angleterre des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Le temps où les décisions se prenaient à Londres est

fini. La Grande-Bretagne représente moins d'un pour cent de la population mondiale. Ce n'est qu'en s'ancrant à l'Union européenne, avec des États partenaires et amis, que notre pays peut exister, se développer, et garder une influence sur le devenir de la planète à la hauteur de ses ambitions historiques.

Voilà ce que ferait un gouvernement responsable. Voilà, malheureusement, ce dont le gouvernement conservateur a été incapable depuis 2016. C'est pourquoi, devant la gravité de la situation politique et économique, je demande solennellement à la Première ministre de dissoudre le Parlement et de provoquer de nouvelles élections générales, pour que les électeurs puissent choisir, en connaissance de cause, et non sur de fausses promesses comme en 2018, leur destin futur. »

Jeremy Jones, le front rouge et en sueur, se rassit sous les applaudissements nourris de son parti. C'était la première fois qu'il demandait une dissolution du Parlement. Les députés travaillistes savaient que les sentiments des électeurs avaient fortement changé depuis leur grande défaite de 2018, en raison à la fois de la lassitude devant la situation économique et de modifications démographiques : de plus en plus de jeunes générations, favorables au retour en Europe, arrivaient en âge de voter et étaient impatientes de changer le destin du pays. Une élection générale serait donc très probablement gagnée par le Parti travailliste, seul à préconiser un retour au sein de l'Union européenne. Jones appuyait sa demande sur le fait que le Fixed-Term Parliament Act de 2011 avait été abrogé en 2020, la Première ministre ayant en conséquence retrouvé son droit coutumier de provoquer des élections anticipées.

— La parole est à madame la Première ministre.

Tracy Meller se leva avec soulagement, d'abord parce qu'elle était impatiente de réfuter les arguments de Jeremy Jones, mais surtout parce que la station assise sur les bancs de la Chambre des communes, coincée entre ses collègues ministres, était décidément inconfortable. Elle se demandait toujours pourquoi les architectes du Parlement, lorsqu'ils avaient reconstruit le bâtiment après son incendie de 1834, avaient conçu une pièce si petite

pour les débats, obligeant les députés à se serrer sur quelques rangées, disposition qui avait été conservée lorsque la Chambre, à nouveau détruite lors du *Blitz* de 1941, avait été rebâtie en 1950. Ceux qui arrivaient en retard devaient même suivre les débats debout, la Chambre ne pouvant contenir qu'environ deux tiers des parlementaires élus. Mais quel gouvernement oserait aujourd'hui faire des changements majeurs dans ce lieu historique ? Sûrement pas le sien, elle qui était devenue la championne des traditions britanniques immuables, et sûrement pas à l'occasion des travaux de rénovation du Parlement qui étaient prévus pour un avenir proche (prévoyant une délocalisation temporaire des deux Chambres), dont le cahier des charges avait été revu dans les moindres détails. Elle prit la parole.

« Monsieur le leader de l'opposition prétend que nous rêvons, alors que c'est lui-même qui dort (éclats de rire sur les bancs du Parti conservateur). Trompé par son sommeil profond, il n'a pas l'air au courant que par deux fois, en 2016 et en 2018, les électeurs ont envoyé un signal fort sur la direction qu'ils voulaient voir prendre au pays. Notre honorable collègue fait semblant de croire que ces décisions ne sont pas réelles, et que si on demandait aux électeurs de redonner leur avis, ils en exprimeraient un différent. J'aimerais rappeler que dans un pays démocratique on prend au sérieux les votes, et qu'on ne décide pas de provoquer de nouveaux scrutins sous prétexte que le résultat ne vous a pas plu. Je constate d'autre part que dans les rêves du leader de l'opposition, l'État est beaucoup plus riche qu'il ne l'est, et qu'il est possible d'engager des dépenses considérables pour relancer l'économie. Je suis désolée de réveiller brutalement notre honorable collègue, mais je demande où l'État trouvera-t-il un argent qu'il n'a pas ? Dans les communes que gère le Parti travailliste peut-être ? » (Nouvel éclat de rire dans les bancs conservateurs, le propos de Tracy Meller se référant à deux communes travaillistes venant de déclarer faillite, ce que les conservateurs avaient bien sûr attribué à leur mauvaise gestion.)

Jeremy Jones ne put se contenir :

— Il n'est pas acceptable, madame la Présidente, que certains rient sur le destin tragique des communes de notre pays.